

LE LANGAGE DES HEURES

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

Que ce soit à propos de l'avenir des retraites ou, plus généralement, de celui du système de protection sociale, j'ai régulièrement souligné dans ces colonnes que l'essentiel du problème résultait, en France, du sous-emploi endémique dont souffre le pays et d'un système fiscal pénalisant outrageusement le travail. J'y reviens une fois encore, tant il me paraît nécessaire de dénoncer le gaspillage de ressources humaines qui résulte des arbitrages ainsi effectués, tout spécialement celles des jeunes et celles des seniors qui, du fait de la réforme des retraites, risquent incidemment de voir à nouveau s'allonger la période qui sépare l'âge auquel ils quitteront leur activité professionnelle et celui auquel ils seront à même de liquider leur retraite.

J'ai maintes fois insisté sur le caractère insoutenable d'une société dans laquelle, tendanciellement, une personne sur trois se trouverait au travail et devrait supporter à titre principal la charge des prélèvements indispensables, notamment, au financement des revenus de transfert versés aux deux autres. J'y reviens une fois encore pour souligner combien ce déséquilibre me paraît préoccupant, en illustrant cette fois mon propos par un calcul, certes grossier, mais dont les résultats sont saisissants.

Je m'en explique rapidement. Je me suis efforcé de calculer le nombre d'heures travaillées par an et de le rapporter au nombre annuel d'heures d'existence pour les années 1990 et 2010. Le calcul — j'y insiste — est grossier et, pour autant qu'il ait un sens, exigerait évidemment d'être affiné. Il consiste à multiplier le nombre d'habitants comptabilisé en métropole par le nombre d'heures vécues la même année, soit un résultat de quelque 496 milliards d'heures en 1990 et quelque 550 milliards en 2010¹.

Simultanément — et au prix certes d'approximations encore plus discutables —, j'ai multiplié les effectifs d'actifs occupés par le nombre moyen d'heures qu'ils ont travaillées : ce calcul révèle que le nombre d'heures travaillées annuellement serait passé, durant la même période, d'environ 38 à 40 milliards². Une simple règle de trois, effectuée comme on l'enseigne en classe primaire, révèle que les Français auraient globalement consacré de l'ordre de 7 % de leur temps, durant cette année 2010, au travail. Et cette proportion ne cesse de décliner.

Si ce calcul était grossièrement exact, force serait de saluer leur productivité horaire ! Quel pays peut, en

1. Source : INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), statistiques de population.

2. Source : OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), statistiques de l'emploi (nombre d'emplois x nombre moyen d'heures travaillées par an).

effet, se targuer de produire tant de richesses en si peu de temps ? Cela est tellement excitant qu'on se plaît à rêver : soit que le nombre d'heures travaillées reste constant, la question étant alors de savoir comment elles seront réparties à l'horizon 2030 ; soit que le volume d'heures travaillées continue à se réduire au même rythme qu'au cours des 20 dernières années, tandis que les effectifs de population continueront à augmenter³, 5 % d'heures travaillées suffisant alors à satisfaire, toutes choses égales par ailleurs, les besoins des Français. Est-ce crédible et soutenable ?

Soyons clairs. Je ne suis pas en train d'imaginer que, les vases communiquant à la perfection et toutes les personnes étant substituables quels que soient leur âge et leurs aptitudes, il suffirait en substance de travailler tous (au moins les 16-76 ans) quelques heures par an pour générer le même volume de richesses, assurant à chacun le minimum requis pour le bien-être de tous.

Je ne fais que suggérer que nous pourrions peut-être, au regard d'un contrat social implicite aujourd'hui dominant, nous organiser autrement, être tout aussi performants sur un plan économique, sinon davantage, et moins victimes d'une segmentation sociale dont se plaignent tout autant une petite partie d'inclus, victimes d'overdose de travail et de stress, et une grande partie d'exclus de l'emploi, vivant de revenus de transfert et de petits boulots. Dénon-

cer cette dualité est facile ; y remédier est une autre affaire. Mais pourrions-nous durablement gaspiller ainsi les ressources humaines qui, en définitive, sont les seules vraies sources de richesse et d'innovation ?

Ainsi présenté, il ne saurait s'agir de travailler plus pour gagner plus ou redistribuer davantage, mais de travailler mieux, donc suivant des modalités qui soient plus en accord avec la double exigence de nos contemporains, qui accordent une importance grandissante au travail, pour autant que celui-ci réponde à des aspirations qui ne sont plus seulement matérielles mais également immatérielles, telle la réalisation de soi⁴.

Que signifie tout cela en termes pratiques ? Certainement pas qu'il faut réduire le temps de travail pour créer de l'emploi ou répartir plus équitablement la pénurie. Mais, en revanche, qu'il faut en finir avec le découpage du cycle de vie en trois phases étanches — celle des études, celle du travail et celle de la retraite. Cela signifie qu'il faut promouvoir de nouvelles formes d'existence au cours desquelles peuvent coexister, ou interférer, les différents temps de vie : celui du travail, celui des études, celui des loisirs, qu'il soit consacré à sa famille, à ses voisins, à l'entretien de liens sociaux sans lesquels plus aucune société ne peut exister, ou au développement de nouvelles activités qui contribueront, à leur tour, à la création de richesses supplémentaires. ■

3. Voir BLANPAIN Nathalie, CHARDON Olivier. « Projections de population à l'horizon 2060 ». *INSEE Première*, n° 1320, octobre 2010.

4. Voir BRÉCHON Pierre et TCHERNIA Jean-François (sous la dir. de). *La France à travers ses valeurs*. Paris : Armand Colin, 2009.